

5<sup>e</sup> conférence économique germano-luxembourgeoise

## 2009 sera l'année des ajustements

**P**our la cinquième fois, la Chambre de Commerce, l'Ambassade d'Allemagne et la Debelux ont organisé conjointement leur conférence bi-annuelle dans les locaux de la Chambre de Commerce. Une salle comble attendait les experts invités à prendre la parole lors de ce rendez-vous, dont le sujet brûlant - la crise économique et financière et les réformes proposées pour en contrer les effets - a attiré plus de 300 participants.

Aux côtés de Jürgen Stark, membre du directoire de la Banque centrale européenne (BCE) et invité d'honneur, se trouvaient également S. E. Dr. Hubertus von Morr, Ambassadeur d'Allemagne, Jean Guill, directeur du Trésor et prochainement directeur de la CSSF dès juin 2009, Prof. von Danwitz, juge à la Cour européenne, Claude Kremer (cf. photo), Président de l'association luxembourgeoise des fonds d'investissement (ALFI) et Pierre Gramegna, Directeur de la Chambre de Commerce. Pierre Gramegna et S. E. Dr. Hubertus von Morr ont tous deux prononcé un mot de bienvenue avant de passer la parole à Jürgen Stark qui s'est exprimé sur l'évolution de la crise et les champs d'action de la Banque centrale.

"La crise que nous vivons actuellement est l'une des plus graves depuis la deuxième guerre mondiale. La Banque centrale a baissé dans l'urgence ses taux d'intérêts pour pallier la menace d'une crise de liquidité pouvant assécher l'ensemble du système bancaire et financier" a-t-il expliqué. Il s'agit maintenant de corriger les excès du passé. L'année 2009 sera l'année des ajustements", a ajouté



Monsieur Stark. Il ne s'agit pas pour autant de remettre en question les principes de l'économie de marché. Les pouvoirs politiques ne devraient pas profiter de la crise pour surréguler, mais pour créer un cadre nouveau pour des produits financiers qui jusqu'ici, échappaient à tout contrôle. L'année 2009 sera aussi l'année d'une croissance négative. La Banque centrale prévoit un taux négatif se situant entre -2,2% et -3,2%.

L'économiste table sur un certain essoufflement de la crise dès 2010.

Des projections qui restent provisoires, compte tenu des mauvaises nouvelles qui continuent d'affluer. Ce qui est nouveau aussi, c'est que cette crise touche tous les pays, développés ou non. Dans certains pays en voie de développement, la croissance

risque d'être divisée par deux. Pour les pays de la zone Euro, les échanges commerciaux vont se contracter fortement. Les pays exportateurs seront les plus touchés. A cela s'ajoute une crise de confiance des ménages avec un chômage en forte hausse. En matière de politique monétaire, les marges de manœuvre de la BCE sont réduites. De plus, la Banque centrale, mais aussi les pouvoirs politiques, doivent prendre en compte les conséquences de leurs actions. Des mesures à court terme peuvent avoir des conséquences qu'il faudra régler à moyen et long terme. Ainsi, des taux trop bas peuvent décupler l'inflation lorsqu'ils sont relevés", a-t-il prévenu. L'important est de garantir une certaine stabilité des prix. L'inflation européenne devrait rester quasi inexistante cette année.

La création d'une "bad bank" a également été évoquée par l'économiste. L'élimination des actifs toxiques du bilan des banques reste une condition indispensable pour assainir le système bancaire, au même titre que l'injection de capital. A l'origine de ces actifs toxiques, on retrouve les tristement célèbres subprimes, ces crédits immobiliers gagés sur la valeur des maisons, accordés à des conditions limites et intégrés au sein de packages de créances et d'autres actifs, transformés en titres négociables et revendus sous forme d'obligation

aux banques à travers le monde. Les Etats participeraient nécessairement au montage, soit en prenant directement en charge ces structures, soit en se portant garants de tout ou partie des pertes qu'elles constateraient dans les années à venir. Mais cela fera peser une charge de plus sur les finances publiques, donc à plus long terme sur le contribuable. L'évolution des déficits publics est à prendre très au sérieux.

"Nous avons atteint nos limites en Europe" avoue Jürgen Stark. Jean Guill, directeur du Trésor et en passe de devenir directeur de la CSSF dès juin 2009, a pour sa part mentionné l'importance d'une concertation des régulateurs financiers au niveau européen. Prof. Thomas von Danwitz, juge à la Cour européenne, a de son côté souligné l'importance d'intensifier les échanges d'informations entre instances nationales. Selon lui, le renforcement de la régulation est inévitable, notamment pour les agences de rating, les hedge funds et les private equities. Le Président de l'association luxembourgeoise des fonds d'investissement (ALFI), Claude Kremer, a profité de l'occasion pour souligner la bonne résistance de l'industrie des fonds au Grand-Duché, malgré les pertes subies.

Source: Chambre de Commerce

## Pensez à vos collaborateurs